

L'esprit de lutte et l'espoir de la jeunesse tunisienne

« Tout le monde est devenu journaliste. On a un accès direct aux médias, ce qu'on écrit se partage 'viralement' à travers les réseaux sociaux et les jeunes n'hésitent plus à aller dans la rue si quelque chose ne va pas ».

ENTRETIEN avec *Emna el Hammi* par *Elisabetta Ciuccarelli*

Emna el Hammi, 30 ans, bloggeuse, rédactrice de *nawaat.org* et cyberactiviste tunisienne, collabore avec le journal *Libération* qui accueille son blog « Ma Tunisie sans Ben Ali ». Son activité de bloggeuse a commencé en 2005 avec le blog « Les idées d'une Orchidée » à travers lequel elle n'a pas abordé des questions strictement politiques, mais plutôt des thématiques sociales, en faisant une critique de la société et de la bourgeoisie, la *Tunisoise*. Après avoir pris une pause de son activité de bloggeuse et entrepris une période d'étude à l'étranger, Emna El Hammi s'est intéressée aux réseaux sociaux, en particulier à Twitter et Facebook. « Et vraiment c'est là que ma conscience politique est née. En fait, il y a un élan qui se crée avec l'information qu'il y a sur Twitter ou sur Facebook. On se trouve emporté ». De cette façon s'exprime Emna au cours de sa rencontre avec **AFKAR/IDEES** le 17 novembre 2011 à Barcelone. Comme beaucoup de sa génération, El Hammi a participé à la campagne « Nhar ala Ammar » (Mauvais jour pour Ammar), étant Ammar est un personnage fictif, symbole de la censure en Tunisie. Ce mouvement est né en mai 2010, lorsque l'internet en Tunisie a été victime d'une énorme vague de censure. Cet événement a signé la politisation de beaucoup de jeunes et la démocratisation (ou vulgarisation) de la cyberdissidence tunisienne, née au début des années 2000 avec des blogs comme « Réveil tunisien », « TUNeZINE » et puis *nawaat.org*. Mais encore avec des personnes comme Zouhair Yahyaoui, connu sous le pseudonyme

d'Ettounsi et fondateur de « TUNeZINE », arrêté en 2003 et premier blogueur victime de la répression.

A/I : *On a beaucoup parlé du rôle des réseaux sociaux avant et pendant la révolution. Quel est leur rôle dans cette phase de transition en Tunisie ?*

EMMA EL HAMMI : C'est clair qu'ils ont contribué énormément à relayer l'information, notamment vers les médias étrangers. Ce qui s'est passé pendant la révolution a permis de créer le concept de journalisme citoyen. Quand il se passe quelque chose dans la rue tout le monde est là pour le couvrir avec son Smartphone et cela fait aussi partie de la conscience citoyenne. Je pense que le plus gros acquis de ces réseaux sociaux est que chacun réalise qu'il est lui-même un média. Tout le monde peut couvrir une manifestation. Si une personne voit une injustice, elle la filme et puis la met sur internet. Maintenant, Twitter et Facebook représentent vraiment un instrument d'alerte, de vigilance populaire.

A/I : *Est-ce que les nouveaux médias et les réseaux sociaux ont eu des répercussions sur la campagne électorale? Est-ce que les partis politiques ont profité d'internet ?*

E.H. : Il y a certains partis qui ont beaucoup plus profité que d'autres. Je citerai par exemple le parti islamiste Ennahda qui avait beaucoup de pages

sur Facebook, et non seulement les siennes officielles : certaines pages qui traitaient par exemple de football, ou pas strictement de politique et qui avaient un nombre considérable de fans, se sont mises à faire campagne pour Ennahda. Il y a eu une vraie guerre d'information qui a désavantagé d'ailleurs les partis dits « modernistes ». Ennahda était le plus présent sur internet et en termes de visibilité, ses partisans n'étaient pas seulement sur le terrain, mais aussi sur internet. Ils ont mené la bataille sur tous les fronts et on en a vu les résultats.

A/I : *Par rapport aux élections, comment expliquez-vous ces résultats ?*

E.H. : La victoire d'Ennahda était très prévisible. Pour ma part, j'étais un peu surprise de voir ce parti dépasser les 40 % des sièges. Je pronostiquais plutôt 25 %, ou pas plus du 30 %. Il y a eu plusieurs facteurs qui ont fait que cette victoire soit aussi importante. D'abord, ceux qui ont voté Ennahda étaient vraiment convaincus de leur vote, contrairement à beaucoup de Tunisiens qui ont hésité jusqu'au dernier moment. Ceux-ci ne savaient pas trop pour qui voter et leur vote s'est éparpillé parmi d'autres partis. Les gens conservateurs ne se sont pas retrouvés dans les autres partis qui ont mené une campagne pour la laïcité. Je pense que ce n'était pas le moment pour un débat de ce type et cela les a vraiment désavantagé. Les conservateurs ont cru que les autres partis

7 Ce qui s'est passé pendant la révolution a permis de créer le concept de journalisme citoyen

étaient contre l'islam. En outre, Ennahda est un parti très vieux qui jouit depuis longtemps d'une grande visibilité. C'est vrai que ses leaders n'ont pas été en Tunisie pendant ces dernières années, mais ils sont quand même socialement bien implantés au pays. Et puis, il y a la répression contre les islamistes, qui ont été mis en prison et torturés. Aujourd'hui, ces mêmes personnes votent Ennahda et avec eux toutes leurs familles, leurs amis et leurs entourages. Il y a une sorte de solidarité de « quartier » pour laquelle on vote Ennahda, parce qu'on sait qu'il y a un voisin qui a été torturé au temps de Ben Ali.

A/I : *Que pensez-vous la position de ceux qui ont fait appel au boycott ?*

E.H. : Je trouve que c'est une grosse erreur parce qu'on ne peut pas bâtir une démocratie sans élections. Les partisans du boycott disaient : « Il y a des anciens du RCD qui se présentent à ces élections ». Justement, j'ai besoin de savoir leur vrai poids politique dans des élections démocratiques. D'ailleurs, on a vu que des personnes comme Kamel Morjane, avec son parti L'Initiative, n'a pas eu beaucoup de voix. Et en plus il y a la question de la justice : il ne peut pas y avoir de justice sans élections. C'est grâce aux élections que maintenant on a un gouvernement légitime qui peut prendre les mesures nécessaires pour nettoyer le ministère de l'Inté-



Enma el Hammi lors de sa visite à l'Institut européen de la Méditerranée. Barcelone, novembre 2011. /IEMED

rieur et rendre justice aux victimes de Ben Ali.

A/I : *Comment peut-on encourager la participation des jeunes dans la vie politique et sociale tunisienne ?*

E.H. : Tout d'abord, les jeunes sentaient une responsabilité par rapport à ces élections. Beaucoup d'entre eux ont joué le rôle d'observateurs, de volontaires dans les bureaux de vote. Les jeunes internautes ont mené des campagnes de sensibilisation sur internet pour encourager les gens à aller voter. Beaucoup ont fondé ou intégré des partis ou ont constitué des listes indépendantes pour les élections. Mais leur participation aurait été encouragée davantage avec des quotas pour les jeunes. Après les élections, beaucoup d'entre eux ont perdu l'espoir parce que, bien que les partis de l'opposition

historique ont finalement gagné quelques sièges, leurs listes indépendantes n'ont rien gagné. Donc, il faut avoir un autre moyen de s'investir et d'influencer le cours des choses, certainement dans la société civile. En ce qui concerne la vie politique, il faut continuer le combat, il faut pousser pour que les valeurs pour lesquelles les jeunes se battent soient votées dans la Constitution. Il faut faire pression.

A/I : *Pour quelle raison pensez-vous qu'aucune de ces listes indépendantes n'ait gagné des sièges ?*

E.H. : Parce que beaucoup de gens se sont trompés sur le rôle de cette Constituante. Pourquoi voter pour une Assemblée constituante ? Plusieurs pensaient qu'il fallait voter pour un programme économique et social, alors qu'ils ont oublié que l'enjeu majeur était de rédiger une Constitution. Les représentants des listes indépendantes et des partis laïques ont fondé leur campagne électorale sur des idéaux et sur les droits fondamentaux et les libertés dans la Constitution, mais ce sont des thèmes qui n'intéressent pas le peuple : les gens ont faim, les gens n'ont pas de travail. Donc, la question sur les libertés fondamentales ne les intéresse pas vraiment. Il y a eu un problème d'incompréhension entre ce que voulait le peuple et ce que voulaient ces listes indépendantes. Par contre, les listes indépendantes de Al Aridha menées par Hechmi Hamdi ont su répondre

Le débat autour de la laïcité a éloigné des questions essentielles et contribué à la victoire de Ennahda

aux aspirations des classes populaires en promettant la gratuité des soins et des transports ainsi que d'autres mesures socio-économiques. Ils ont ainsi pu récolter énormément de sièges au sein de la Constituante.

A/I : *Quels mécanismes sont en train d'utiliser les jeunes pour faire entendre leurs revendications ?*

E.H. : Toujours internet, bien sûr. Il y a beaucoup de manifestations, aussi. Ce qui est admirable aujourd'hui en Tunisie c'est que la liberté d'expression existe, même s'il y a encore du chemin à faire. Si tu veux faire entendre ta voix, tu peux le faire. On a vraiment un accès direct aux médias. En plus, les jeunes n'hésitent plus à aller dans la rue s'il y a le moindre faux pas. Il n'y a plus de peur. Sur internet, on voit que les blogs prennent de plus en plus de l'ampleur en Tunisie et ce qui s'écrit se partage « viralement » à travers les réseaux sociaux. Les jeunes sont donc aussi bien dans la rue que dans les médias.

A/I : *Quelle est la situation des libertés de presse et d'expression dans la Tunisie post-révolutionnaire ?*

E.H. : En fait, les changements ont été imposés par le journalisme citoyen qui a vraiment représenté un défi au journalisme « traditionnel ». C'était l'effet de voir « M. Tout Le Monde » devenir lui-même reporter. Donc, la presse traditionnelle a essayé de changer la ligne éditoriale et de devenir un peu plus critique, mais jusqu'à maintenant on n'assiste pas à une vraie rupture avec le passé. Beaucoup de médias aujourd'hui sont contrôlés par des anciens du régime. Ils se censurent eux-

mêmes. On ne voit pas du journalisme d'investigation. Généralement, beaucoup de nouvelles viennent soit de rumeurs, soit d'internet. Il n'y a pas encore du professionnalisme, ce qui fait que la plupart des gens n'a pas encore de confiance envers ces journaux et ne les lit pas. Maintenant ils sont libres de parler, mais ils ne le font pas encore correctement. Il faudrait faire de la formation. Ces derniers mois, Canal France International a formé des journalistes de la télévision nationale et on remarque un changement notable dans l'attitude : ils couvrent plus les manifestations et ils essaient d'être plus critiques, à tel point qu'ils sont eux-mêmes critiqués par le gouvernement, qui les accuse d'être une télévision anti-gouvernementale.

A/I : *Le documentaire de Nadia El Fani Ni Allah ni maître ou la projection du film Persepolis par Nessma TV ont suscité un important débat autour de la laïcité. Est-ce que vous vous êtes engagée dans ce débat ?*

E.H. : Ce débat a vraiment éloigné des questions essentielles et a certainement beaucoup contribué à la victoire de Ennahda. Nous étions tellement occupés à regarder des salafistes se battre contre des pro-laïques que nous avons oublié les questions essentielles. Je trouve que ce n'était pas le moment, ni la manière pour aborder cette question. Qu'on le veuille ou non, la Tunisie est un pays musulman et la population est plutôt conservatrice. La notion de laïcité fait encore peur aux gens, surtout si on a l'exemple de la France où le débat sur la laïcité est plutôt une manière d'exclure les musulmans et est devenu finalement un débat contre l'islam.

A/I : *Quelle est votre opinion sur le dossier de justice en transition ?*

E.H. : La question de la justice est cruciale. Sans une justice indépendante, il ne peut pas y avoir d'État de droit et donc de démocratie. Bien sûr, pour l'instant la justice est encore assujettie aux anciens ressorts du régime. Il fallait un gouvernement légitime pour « nettoyer » en profondeur le ministère de l'Intérieur des anciens du RCD et celui de la Justice. Du point de vue des victimes, ce n'est pas une question d'argent, mais de reconnaissance de l'État envers leurs sacrifices et de volonté politique de juger les coupables. Ce n'est plus possible d'avoir encore aujourd'hui des cadres du ministère de l'Intérieur en exercice, alors que certains d'entre eux ont été complices de la répression avant et pendant la révolution et ont torturé des prisonniers.

A/I : *À côté du débat sur la Constituante, quelles sont les réformes que considérez-vous prioritaires ?*

E.H. : L'emploi bien entendu. A Sidi Bouzid, par exemple, la population souffre d'un taux de chômage qui dépasse le taux national. À Gafsa, la situation est tout aussi alarmante. Il faut faire des réformes en profondeur pour décentraliser les entreprises et créer des emplois dans les régions. Bien sûr, il faut réformer la justice et le Code pénal, assainir le ministère de l'Intérieur, il faut garantir les libertés fondamentales. Il faut trouver des moyens de lutter contre la corruption qui est toujours présente. Et puis, il y a aussi l'éducation : le taux d'analphabétisme est très élevé et une population non éduquée ne pourra jamais aspirer à une démocratie durable. ■